

DUBROVNIK. MÉMOIRES D'UNE VILLE BLESSÉE

► Maja Nodari

Gravement endommagée par la guerre en ex-Yougoslavie, Dubrovnik, la grande cité médiévale du littoral adriatique croate, a été restaurée en un temps record. Non sans difficultés.

«*Ma femme et sa mère sont mortes, sans jamais revoir notre maison familiale. Mon beau-frère, le peintre Ivo Grbic, vit encore dans un hôtel. Toutes ses toiles sont parties en fumée, avec sa collection ethnographique et ses archives de photos. Quant à moi, je survis tant bien que mal, dans ce studio de 30 m², que la municipalité nous a attribué en juin 1992. J'espère bientôt rentrer chez moi.*» Ivan Kamber est un septuagénaire à la retraite qui, jusqu'à décembre 1991, habitait une somptueuse résidence baroque du XVII^e siècle, au cœur de Dubrovnik. Une façade écorchée, des murs nus, couverts de suie: c'est tout ce qui est resté de son ancienne splendeur après le 6 décembre 1991, quand des bombes incendiaires l'ont touchée.

La rivale de Venise

Dans le centre historique de Dubrovnik, huit autres édifices ont subi le même sort. Tous sont actuellement en reconstruction. Leurs vestiges témoignent éloquentement de l'histoire de ce joyau unique du patrimoine culturel et historique mondial, que le célèbre dramaturge anglais, Bernard Shaw, avait qualifié en 1929 de «*paradis sur terre*».

La commune médiévale de Dubrovnik, dont l'origine remonte à la basse Antiquité (elle a été fondée avant le VII^e siècle de notre ère), se développe d'abord sous l'autorité de Byzance, puis de Venise. Elle devient une République libre en 1358. Puissance maritime et commerciale rivalisant avec la République de Venise, elle atteint son apogée aux XV^e et XVI^e siècles. Elle parvient même à maintenir son autonomie politique, une fois passée sous la suzeraineté de l'empire ottoman, après 1526. Mais elle est mise à feu et à sang en 1806, lors de la guerre franco-russe. Deux ans après ce désastre, elle perd son statut de Ville-Etat en passant sous la domination des Français, qui la cèdent à l'Autriche en 1815. Un siècle plus tard, elle intègre la Yougoslavie.

Le tissu urbain de Dubrovnik remonte

au XIII^e siècle, époque où a débuté l'édification de ses imposantes fortifications, longues de 1 940 mètres et restées intactes jusqu'à nos jours. L'élégance austère du centre-ville, l'équilibre parfait des différents époques qui s'y côtoient – gothique, Renaissance, baroque –, tout concorde à faire de Dubrovnik cet «*Etat-œuvre d'art*» qu'évoque l'historien suisse de l'art Jacob Burchardt.

La ville a réussi à préserver son intégrité et son cachet, malgré les tremblements de terre qui l'ont secouée à maintes reprises, dont le plus catastrophique reste celui de 1667. Il avait emporté la moitié de sa population. Plus près de nous, en 1979, deux fortes secousses avaient aussi gravement endommagé Dubrovnik. Cette même année, elle fut inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (voir encadré).

Les travaux de restauration n'étaient pas encore achevés quand, à l'automne 1991, la ville fut attaquée par l'armée serbo-monté-

négrine. La guerre a porté un coup terrible au centre culturel de Dubrovnik qui, à l'exception du siège de 1806, n'avait jamais connu l'épreuve du feu. En l'espace d'une année, quelque 2 000 projectiles, tous calibres confondus, sont tombés sur la ville intramuros. Ils ont touché 563 des 824 bâtiments existants, ainsi que les deux tiers de sa fameuse «cinquième façade»: les toits, dont elle tire une grande partie de sa beauté et de son harmonie. Les édifices publics et sacrés, les maisons privées, les rues pavées de pierre, les sculptures, tout son héritage séculaire était menacé. Dès le début des bombardements, Dubrovnik a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Du «bricolage» des toits à un projet global de restauration

La reconstruction a commencé sans tarder, mais il était difficile de concilier les besoins urgents de la population d'une ville blessée avec les strictes exigences liées à la restauration d'un site du patrimoine mondial. De toutes les priorités, la première a été d'assurer aux habitants un minimum de confort. On a donc d'abord «bricolé» pour parer aux infiltrations d'eau. Du feutre bitumeux a été posé partout où les voliges des toits avaient été détruites. A ces mesures provisoires a bientôt succédé un projet global de restauration à long terme: en février 1993, l'UNESCO a lancé son Plan d'action pour la sauvegarde de Dubrovnik. Les experts ont aussitôt été mis à contribution.

La réfection des toits nécessitait, outre la consolidation des charpentes (datant du XVI^e siècle pour les plus anciennes), le remplacement de quelque 490 000 tuiles. Appelées *kupa*, en croate, les tuiles originales provenaient de l'époque de la République de Dubrovnik. Elles étaient fabriquées à Kupari, village situé à une quinzaine de kilomètres de la ville, dont le nom évoque cette activité qui occupait toute sa population. Mais les ateliers avaient fermé leurs portes au début du XIX^e siècle. Trouver un modèle de tuile qui corresponde le mieux

Le centre historique de Dubrovnik avait été gravement touché par les bombes incendiaires, en décembre 1991.



© Noël Quidu/Camma, Paris

► Historienne de l'art et journaliste à Dubrovnik (Croatie).



© Cf Crugio/Hémisphères, Paris

Restauration de l'Église Saint-Ignace et du collège des Jésuites à Dubrovnik.

aux techniques et matériaux originaux était devenu un véritable casse-tête pour les experts. Ils y sont parvenus au terme de longues recherches et la fabrication, qui se poursuit actuellement, a été confiée à deux sociétés, l'une croate et l'autre française.

Il n'est pas facile de restaurer en respectant rigoureusement le principe d'authenticité quand presque tous les vieux métiers ont disparu. En période d'après-guerre, les caisses étant vides, le défi devient un véritable exploit à relever. Le tourisme, qui faisait vivre Dubrovnik, a été anéanti par la guerre. Avec deux millions de nuits d'hôtel vendues par an, il représentait l'une des principales sources de financement de la sauvegarde du patrimoine. Or, en 1998, les autorités municipales ont enregistré moins de 650 000 nuitées.

Pourtant, la volonté l'a emporté sur tous les obstacles et les équipes nationales et internationales d'architectes, de sculpteurs, de restaurateurs et d'autres experts ont réussi, en sept ans, à réaliser l'essentiel des travaux. En décembre 1998, le site de Dubrovnik a été retiré de la Liste du Patrimoine mondial en péril.

Une grande partie des fonds nécessaires a été fournie par le gouvernement croate et l'Office pour la reconstruction de Dubrovnik. Mais le projet n'aurait pu être mené à bien sans la participation financière d'autres bailleurs de fonds nationaux et étrangers,

notamment The International Trust for Croatian Monuments (Grande-Bretagne) et le Rotary Club de Klagenfurt (Autriche). L'UNESCO a réagi la première: elle a immédiatement dressé le bilan des dégâts, affecté 300 000 dollars aux travaux les plus urgents et lancé une campagne internationale de collecte de fonds. Seule, Dubrovnik ne pouvait pas faire face aux dommages de la guerre, évalués à plus de 18,5 millions de dollars pour la ville intra-muros et à 30 millions pour toute l'agglomération.

Les artistes aussi se sont mobilisés. Le célèbre pianiste croate Ivo Pogorelic a donné deux concerts de bienfaisance à Londres et à Bruxelles, assurant ainsi la première contribution financière à la reconstruction du siège du Festival d'été de Dubrovnik, chiffrée à

environ 500 000 dollars. Cette prestigieuse institution culturelle qui, depuis sa fondation en 1950, accueillait chaque année des troupes de théâtre, des musiciens et des groupes folkloriques du monde entier, occupait un des plus beaux palais baroques de la ville, construit juste après le tremblement de terre de 1667. Le 6 décembre 1991, les projectiles inflammables ont complètement détruit son second étage, sa superbe décoration intérieure, ainsi que les archives de plus de 40 années d'activité.

De son côté, le tailleur de pierre Vinko Fabris a mis à disposition ses propres réserves de pierre pour les travaux les plus délicats sur l'église Saint-Blaise, patron de Dubrovnik, dont le narthex, les colonnes et la balustrade avaient été particulièrement touchés. Ses pierres originales provenaient de l'îlot Vrnik tout proche: ses carrières, aujourd'hui abandonnées, ont été exploitées depuis l'Antiquité. C'est de ces mêmes carrières que Vinko Fabris extrait aujourd'hui le calcaire, en petites quantités et selon les méthodes archaïques de ses prédécesseurs. Il prolonge ainsi la vieille tradition de son île natale, Korcula, dont les bâtisseurs de Dubrovnik ont d'ailleurs tiré la plus grande partie de la pierre.

Pendant un mois et demi, il a associé son savoir-faire à celui d'Ivo Jasic, sculpteur de Dubrovnik, pour reconstruire à l'identique la balustrade de l'église. «*Bien qu'il ne s'agisse pas*



► *d'une création mais d'une restauration, explique ce dernier, c'est un honneur pour moi de participer à la réalisation de cette œuvre d'art collective qu'est Dubrovnik, où de très grands maîtres locaux et étrangers ont laissé leur empreinte.»* Quant au feston baroque, situé à droite du portail principal, il a été refait par Frédéric Mohus et Jean Garder, respectivement tailleur de pierre et sculpteur français. Ils se sont initiés à la *zubatka*, un outil traditionnel dentelé, spécifique à la Croatie, pour obtenir un résultat aussi proche que possible des œuvres des vieux maîtres.

La destruction de cette église a porté un coup dur aux habitants de Dubrovnik, qui vouent un culte à Saint-Blaise depuis 972. Cette année-là, selon la légende, ce martyr de Sébaste (Asie Mineure) avait préservé la ville de l'assaut des Vénitiens. Ceux-ci, sous prétexte de venir s'approvisionner en eau et

«Bien qu'il ne s'agisse pas d'une création mais d'une restauration, c'est un honneur pour moi de participer à la réalisation de cette œuvre d'art collective qu'est Dubrovnik, où de très grands maîtres locaux et étrangers ont laissé leur empreinte.»

en nourriture avant de poursuivre leur navigation vers l'Orient, avaient débarqué à Dubrovnik. Ils avaient profité de l'hospitalité de leurs hôtes pour observer la ville et repérer l'emplacement des fortifications et des tours, afin de préparer un plan d'attaque. Mais Saint-Blaise était apparu en rêve au prêtre Stojko pour lui révéler leurs sombres desseins. Le vieil homme à la barbe blanche, sauveur de Dubrovnik, était ainsi devenu son patron, symbole de sa liberté, de sa neutralité et de sa douceur de vivre. Pendant des siècles, son effigie fut reproduite sur la monnaie, les sceaux et les drapeaux de l'Etat. Ses statues gardent encore les portes de la ville. Son culte s'est perpétué jusqu'à nos jours et tous les ans, le 3 février, une majestueuse procession est organisée en son honneur.

Ces dernières années, elle a certes traversé des rues bordées d'échafaudages, mais les *Dubrovčani* ne désespèrent pas. Ils savent que leur ville retrouvera bientôt à la fois sa quiétude d'antan, le brouhaha des visiteurs venus des quatre coins du monde, et son charme, immortalisé, voici presque quatre siècles, par le poète croate Ivan Gundulić. Il écrivait : *«Tout l'or du monde, tout l'argent et tout le sang, ne sauraient s'échanger*



Les bonnes volontés se sont mobilisées pour parer au plus pressé après les bombardements de décembre 1991.

© Noel Quétty/Gamma, Paris

LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL EN PÉRIL

En marge de la Liste du patrimoine mondial, qui compte actuellement 630 sites répartis dans 118 pays, le Comité du patrimoine mondial dresse une liste de sites en péril, qui nécessitent une vigilance particulière et des mesures de conservation d'urgence. Dressé pour la première fois en 1979, cette dernière est conçue pour attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur la nécessité de protéger les sites culturels et naturels de valeur universelle, qui sont particulièrement menacés par des dangers naturels ou par l'intervention humaine.

Parmi les sites culturels, on peut citer celui de Kotor (Yougoslavie), détruit par un tremblement de terre en 1979, les palais royaux d'Abomey (Bénin), gravement endommagés par une tomade en 1985, et la ville de Tombouctou (Mali), confrontée à l'avancée progressive des sables du désert. Parmi les sites naturels, on peut évoquer le Mont Nimba (Guinée et Côte-d'Ivoire) et le parc de Yellowstone (États-Unis), menacés par des exploitations minières, ainsi que le site archéologique de Butrint, saccagé par des pillards au printemps 1997, lors de la révolte populaire de l'Albanie méridionale.

En novembre 1999, le Comité du patrimoine mondial a inscrit sur la liste du patrimoine en péril quatre nouveaux sites, portant leur nombre à 27. Il s'agit du parc national d'Iguaçu (Brésil), de l'ensemble monumental de Hampi (Inde), tous deux menacés par la construction de routes et de ponts, des Monts Rwenzori (Ouganda), occupés depuis 1997 par des rebelles qui empêchent toute activité de conservation, et du Parc national de la Salonga (République démocratique du Congo-RDC). Même s'il a été peu affecté par les conflits armés, ce parc n'est pas à l'abri des braconniers ni des constructions illégales. Comme les quatre autres sites classés de ce même pays, tous «en péril», il pourra désor-

mais bénéficier d'un projet de l'UNESCO d'un montant de 4,1 millions de dollars. Financé en grande partie par la Fondation des Nations unies, ce projet vise à fournir une assistance à la RDC, notamment en matière de formation et d'équipement du personnel, ainsi que de protection de la biodiversité.

Après toute inscription sur la liste en péril, le Comité du patrimoine mondial adopte un programme de mesures en consultation avec l'Etat concerné et suit les travaux de restauration jusqu'à leur achèvement complet. Il s'agit d'un travail de très longue haleine, ce qui explique le faible nombre de sites qui ont jusqu'ici réussi à sortir de la liste du patrimoine en péril : à ce jour seulement cinq sites en ont été retirés, dont trois naturels (Djoudj au Sénégal, Ngorongoro en Tanzanie et Plitvice en Croatie) et deux culturels (Dubrovnik en Croatie et Wieliczka en Pologne).

L'inscription d'un site sur cette liste n'est pas toujours perçue comme une aubaine par l'Etat concerné. Si certains pays sont demandeurs, souhaitant attirer l'attention de la communauté internationale sur leurs problèmes et obtenir de l'aide, d'autres, en revanche, y voient une marque de déshonneur ou une sanction. Pourtant, afficher le label «en péril» est souvent le seul moyen de répondre de manière efficace et rapide à des besoins spécifiques de conservation.

Pour en bénéficier, les Etats parties à la convention de 1972 sur la protection du patrimoine mondial doivent informer le Comité dès que possible des menaces qui pèsent sur leurs sites. Les particuliers, les organisations non gouvernementales ou d'autres groupes peuvent également attirer l'attention du Comité, en s'adressant au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.

Adresse électronique : wh-info@unesco.org ■